France :
Dernière ligne droite présidentielle ; le PS change d'ère[1]

Le second tour de l'élection présidentielle se jouera dans un mouchoir. Et c'est François Bayrou, en éliminé triomphant du premier tour, qui joue les faiseurs de roi dans la dernière ligne droite. Sa raison, sinon son cœur, penche vers Ségolène Royal. Il prend date. En mise, pour l'avenir, sur les tentations centristes de certains caciques du PS.

Quelles sont les chances de Ségo ? Les atouts de Sarko ? Qui, de l'une ou de l'autre, aura réussi à tisser au mieux, d'ici dimanche, le fil des attentes des Français ? Paysage durant la bataille du second tour : selon une enquête réalisée le jour du premier tour de la présidentielle, 57% des Français souhaiteraient *« une société avec plus d'ordre et d'autorité ».* Une carte dans le jeu du candidat de la droite. Mais, sans surprise, la lutte contre le chômage arrive en tête des préoccupations des électeurs, juste devant l'amélioration du pouvoir d'achat et la lutte contre les inégalités et les injustices. Du grain à moudre pour la championne de la gauche rassemblée… au moins jusqu'au 6 mai. Dans les états-majors des deux qualifiés, on a fait ses comptes. Quel potentiel présupposé pour le leader de l'UMP ? Et pour l'égérie du PS ? A droite, le total des voix réunis par Sarkozy, Le Pen, Philippe de Villiers et le « chasseur » Nihous s'est établi à 45,01%. A gauche, l'addition des voix de Ségolène avec celle du PCF, de l'extrême gauche et des Verts dépasse à peine les 36%. Un total historiquement faible qui plaçait M. Sarkozy en favori évident dans la dernière ligne droite. Avec ce handicap supplémentaire sur l'épaule de Mme Royal que 56% des votants ayant soutenu celle-ci ont affirmé avoir *« voté utile »,* plus nombreux que ceux qui l'ont fait « *par préférence ».* Faute d'adhésion raisonnée et d'enthousiasme pour la « dame en blanc », c'est donc bien le niveau du « Tout Sauf Sarkozy » (TSS) qui déterminera en dernier recours le résultat suprême. Un TSS qui a déjà largement joué à gauche au premier tour expliquant le double déport, massif, de voix de la « gauche de la gauche » vers le PS et…du PS vers Bayrou, désigné par les sondeurs comme le plus à même de battre un homme qui fait peur.

Chasse au Bayrou

La chasse au Bayrou a dicté leur tactique aux deux finalistes. Là est le réservoir dans lequel tout constat arithmétique impose de plonger les mains, là sont les hommes et les femmes qu'il s'agit de séduire. De ce point de vue, côté socialiste, les appels à une alliance de centre gauche lancés avant le premier tour, les « sorties » de MM. Rocard et Kouchner, les ballons d'essai de Dominique Strauss-Kahn passent désormais comme une première opération destinée à baliser le terrain des manœuvres à venir. Certes désavouée par la candidate. Mais essentiellement pour cause de rupture avec le timing prévu. Les francs-tireurs auraient eu le tort de dévoiler la tactique trop tôt. Avant que l'évidence l'emporte sur de vaines pudeurs. Ségolène Royal n'a effectivement aucune chance de l'emporter si elle ne tire pas à elle un maximum des voix qui se sont portées sur le candidat du centre-droit. La grande dragueb bat donc son plein, Sarkozy promettant à tous qu'ils trouveraient leur place dans son *« rêve d'une France fraternelle »,* accueillante à *« tous les Français de bonne volonté. »* Mme Royal, tout en saluant l'union de la gauche, a tendu la main au centre.

La prime à Ségo

Certes, personne ne se trompe. C'est moins au leader de l'UDF (allié traditionnel de la droite dure depuis trente ans et libéral convaincu, son programme économique en témoigne) qu'à ses électeurs – dont un grand nombre se situe « sociologiquement » à gauche - que Ségo s'adresse aujourd'hui. Contrairement à Sarkozy qui, pour rappeler à lui les voix de la « droite du centre-droit », met sous pression les cadres et les élus de l'UDF, alliés traditionnels de l'UMP sur le terrain politique et électoral. Sous forme d'une menace à peine voilée : « *Je dis simplement que tout élu de l'UDF qui soutiendra ma candidature, avant le 6 mai, sera dans la majorité présidentielle et recevra l'investiture de cette majorité. »* Quant aux autres…

[1] Analyse parue dans le N° 318 du *Journal du Mardi,* 1er mai 2007.

Dans sa largesse, M. Sarkozy est allé jusqu'à évoquer la constitution – certes, sous son égide - d'une formation ouverte au centre et *« avec un pôle de gauche qui se reconnaîtra dans la nécessité de faire bouger la France (et) aura toute sa place dans la majorité présidentielle. »* Le rêve avoué de Bayrou. Une tentative de le dribbler, de le « remettre à sa place », lui qui, rappelle Sarko, *« a toujours été dans la majorité de droite et du centre. »*

Aux deux finalistes M. Bayrou a répondu comme attendu. Des postes ministériels en cas de ralliement ? Trop peu, trop tard. Et surtout pas en phase avec sa grande ambition, une fois de plus répétée. *« Pour changer définitivement la politique française »*, il a annoncé la création d'un nouveau parti *« central »* plutôt que centriste, qu'il propose de baptiser Parti démocrate. Ce parti *« présentera des candidats à toutes les élections à venir, et d'abord aux élections législatives, pour représenter les Français qui veulent une politique nouvelle, indépendante, libre dans son expression et décidée à défendre les citoyens sans se laisser intimider par les menaces ou les tentations diverses liées au pouvoir ».*

Toutefois, dans l'immédiat, il sait mieux que quiconque que personne n'est propriétaire de ses voix. En refusant de donner des consignes de vote, en confirmant sa rupture avec le camp sarkozien, il a surtout gardé le jeu ouvert. Et compte tenu des reports annoncés, concédé une sorte de prime à la candidate socialiste qui voit soudain des *« compatibilités d'idées »* entre les programmes du PS et de l'UDF. François Bayrou, par ailleurs, ne peut que soupirer d'aise devant le glissement visible des positions politiques. Ainsi, lorsque Ségolène Royal se prévaut du soutien de Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, ou d'un de ses successeurs, Romano Prodi, le chef du gouvernement italien comme garants de sa *« démarche d'ouverture »*.

L'un est socialiste, certes. L'autre préside une vaste alliance multicolore dans son pays. Mais tous deux, chrétiens démocrates et artisans convaincus de la construction européenne telle qu'elle va, symbolisent remarquablement la synthèse de la gauche social-démocrate et du centre-droit à laquelle, précisément, travaille François Bayrou. Artisan d'une fusion prochaine entre les sociaux-démocrates et les avatars de la défunte démocratie chrétienne, M. Prodi a d'ailleurs plaidé sans ambages qu'une alliance entre Mme Royal et le président de l'UDF apporterait *« clarté et ordre »* dans le paysage politique français. M. Bayrou a donc entrouvert une porte et Mme Royal a foncé dans l'ouverture. Sans trop vouloir voir le chantage exercé par celui qui se pose en arbitre tout puissant, qui se sait en position de force pour tenter d'infléchir le programme du PS. Et qui, déjà, fait peser sur ses adversaires le poids de son électorat dans la perspective des prochaines législatives. Un compromis électoral avec les socialistes est-il dans l'air du temps ? Ségolène Royal n'a-t-elle pas déjà proposé d'inclure des ministres cartés UDF dans le prochain gouvernement ?

« Sainte alliance »

Une telle perspective, si elle était suivie d'effets, porterait bien au-delà des contraintes électorales. Au-delà des nécessités conjoncturelles. Mais marquerait sans doute une rupture avec ce qu'a représenté un Parti socialiste, historiquement ancré à gauche, dans la vie politique française. De la clarté ? Les électeurs étaient en droit d'en attendre avant le scrutin, au moins sur les projets des candidats et sur les alliances qui se concoctaient pour l'après scrutin. Les contradictions des uns, les petites phrases des autres ont, au contraire, contribué au brouillage des repères, entretenu l'indécision et sans doute aidé à dévaloriser toute véritable perspective à gauche. La clarification aujourd'hui amorcée risque d'en perturber plus d'un. Les promoteurs de cette nouvelle « Sainte-Alliance » - qui accompagnerait le déplacement vers la droite, déjà sensible, de tout l'échiquier politique français – misent sur la peur qu'inspire à de nombreux citoyens une possible victoire de Nicolas Sarkozy pour faire avancer leur projet. Mais le jeu est dangereux. Pour le PS, d'abord, où plusieurs leaders éminents, comme François Hollande, excluaient encore tout rapprochement avec le centre droit à la veille du premier tour. *« Bayrou est à droite »* rappelait Laurent Fabius. Non sans raisons : *« Ce qui compte, ce sont les mesures. La baisse des impôts, les deux emplois sans charges ou la réforme des retraites prônées par François Bayrou sont des recettes libérales classiques, des emprunts au programme de Nicolas Sarkozy. Et les questions économiques et sociales sont majeures... Les préoccupations concernant une alliance sont largement prématurées. »* note – met en garde - ainsi le député européen socialiste Henri Weber. Or, l'aile gauche du PS, comme d'ailleurs la plupart des « éléphants », ont d'abord appris le changement de ligne par médias interposés. Et certains ne décolèrent pas tout en refusant de s'exprimer officiellement *: « Qu'on s'adresse aux électeurs de Bayrou. C'est une chose. Qu'on se mette dans sa main, non », « C'est l'identité socialiste qu'on jette par-dessus bord », « Bayrou nous balade. »*

Plus largement et dans l'immédiat, l'effacement du clivage gauche-droite au hasard d'une élection, fut-elle la plus importante, est un pari risqué. La candidate socialiste table sur le fait que la gauche de la gauche a intégré l'idée qu'il faut s'adresser aux électeurs du centre pour gagner. Mais la victoire se dessinera à la marge et les calculs de Ségolène Royal ne sont pas à effets garantis. Ne vont-ils pas provoquer dans l'électorat populaire un sentiment de frustration aux effets imprévisibles ? Et, par contrecoup, crédibiliser encore Nicolas Sarkozy que Ségolène Royal annonce vouloir combattre pied à pied sur le terrain économique et social, *« projet contre projet »* ? Pour rassurer à gauche, le projet de Mme Royal insiste sur l'augmentation du pouvoir d'achat, la création d'emplois tremplins pour les jeunes, elle promet de revenir sur les baisses d'impôt pour les plus riches, de confier la généralisation et les modalités des 35 heures à la négociation sociale ainsi revalorisée.

L'Artaban de la droite

Cela sera-t-il suffisant pour contrer le candidat déclaré du libéralisme, et fier de l'être, mais qui peut se targuer d'avoir largement fait son trou le 22 avril dans certains bastions populaires déstabilisés par les incertitudes et les renoncements à gauche. Pari gagné, là, pour celui qui bénéficie du soutien affirmé du patronat, qui projette à la fois la suppression de l'impôt sur les successions et la réduction de l'impôt sur les sociétés, une flexibilité du travail accrue et l'augmentation du temps de travail. Qui, contournant la question sociale, a fait de l'immigration, de l'insécurité, du *« mérite »* et de *« l'identité nationale »* les thèmes phares de sa campagne. Qui s'avère sans l'ombre d'un doute le champion des élites contre le peuple. Nicolas Sarkozy dénonce le « *front commun des haines »* que cherchent, à constituer la gauche, l'extrême gauche et les Verts contre lui. *« La vraie question, ce n'est pas à quoi ils veulent s'opposer mais à qui »*, a lancé le candidat de l'UMP. *« Le Parti socialiste rêve d'un front qui serait constitué non contre mes idées, non contre notre projet, (...) mais uniquement contre ma personne »*, a-t-il poursuivi. Le « *seul projet »* de la gauche et de sa candidate Ségolène Royal, « *c'est la diabolisation »*, a accusé l'ancien ministre de l'intérieur. « *On constitue ainsi le front commun des haines, des intolérances et du sectarisme. Ce front commun-là, la France n'en a pas besoin. »* Nicolas Sarkozy en victime expiatoire… La chose pourrait sembler amusante de la part du chantre de l'autoritarisme comme méthode de gouvernement. De cet homme qui a poussé la mutation de la droite classique jusqu'à « digérer » Le Pen, à le supplanter dans ses fiefs. Certes, dans l'optique du second tour, M. Sarkozy a repris l'antienne du rassemblement. Mais en répétant que, s'il est élu*, « tout ce que la droite républicaine n'osait plus faire parce qu'elle avait honte d'être la droite, je le ferai. »* De ce côté-là, au moins, les électeurs voteront en connaissance de cause…

Troisième voie ?

D'abord, *« L'objectif de François Bayrou n'est pas de devenir ministre de qui que ce soit, mais de construire une force nouvelle et centrale capable de rénover la vie politique française ».* Ensuite, il faudrait que le PS *« surmonte sa crise et se réforme ».* C'est en ces termes que Jean Peyrelevade, un proche de Bayrou appelait la semaine dernière à *« l'alliance à terme de sa composante sociale-démocrate et du centre, seule chance pour la gauche de gouvernement de revenir au pouvoir. »* Une alliance entre la social-démocratie et le centre, l'effacement du clivage gauche-droite ? L'idée en avait été esquissée en pleine campagne par M. Strauss-Kahn, le challenger malheureux à l'investiture socialiste lorsqu'il avait invité François Bayrou à faire cause commune face à Sarkozy et à rejoindre une majorité présidentielle avec le PS. Michel Rocard et Bernard Kouchner avaient enfoncé le clou, relayé par Claude Allègre qui résumait ainsi la donne : *« Il n'y a pas de différences considérables entre ce que propose Bayrou et ce que proposent les socialistes. »* Le Vert Daniel Cohn-Bendit prône depuis des mois la constitution d'un pole rassemblant centristes, socialistes et écologistes. D'obscures officines, « Spartacus » ou « les Gracques » sont venues en renfort de cette mue idéologique du PS, appelé à une plus grande ouverture à l'économie de marché. Une véritable offensive politique vers cette « troisième voie » que proposèrent tour à tour Barre, Veil, Delors, Rocard ou Giscard et qui n'avait jamais vu le jour. Ses promoteurs actuels voient dans la situation présente, la confusion ambiante une fenêtre d'opportunité pour pousser les feux. Ils s'appuient sur la

conviction que la gauche française doit achever son aggiornamento en se fondant dans les contraintes de la mondialisation. Ce que Michel Rocard appelle *« déplacer les lignes politiques. »*

Volatilité à gauche

Une redistribution complète des cartes dans l'électorat de gauche : c'est ce qui ressort de l'enquête CSA-CISCO réalisée pour l'Humanité à la sortie des bureaux de vote le 22 avril. Elle fait apparaître une ventilation qui profite essentiellement à deux candidats : Ségolène Royal et François Bayrou. Les transferts s'opèrent dans plusieurs sens : du reste de la gauche vers le PS ; de la gauche vers l'UDF ; de la gauche vers l'extrême gauche. Avec 57 % des suffrages, la candidate socialiste arrive largement en tête dans l'électorat de gauche, profitant d'un fort effet vote utile au détriment des autres candidats. La surprise est le score de François Bayrou à gauche. Avec 14 % des voix, il arrive en seconde position, devant Olivier Besancenot (8 %). L'UDF picore ses voix chez tous les candidats de 2002 à l'exception du PCF. Elle a séduit 16 % des sympathisants du PS et 20 % de ceux des Verts, ainsi que 17 % des abstentionnistes de gauche. À l'extrême gauche, Olivier Besancenot fait mieux que compenser le départ de ses électeurs vers Ségolène Royal, en mordant sur le capital de sa concurrente Arlette Laguiller et sur les anciens abstentionnistes.

Et l'Europe…

La présidentielle française a passionné nombre d'Européens. Elle fait un tabac dans les chancelleries. Parmi d'autres dossiers où l'on attend le (la) futur(e) président(e), l'avenir de la Constitution européenne. A cet égard, Nicolas Sarkozy a les faveurs du jury pro-traité. Le candidat de l'UMP veut faire ratifier par l'Assemblée nationale un « mini-traité » dès le mois de juillet. Ce *« texte simplifié »* qui sauverait « *la substance »* de la constitution Giscard, reprendrait la première partie du projet relative aux institutions, mais qui consacre aussi *« la concurrence libre et non faussée ».* Quitte à revenir plus tard sur les politiques communes, qui pourraient faire l'objet d'un traité à part, à adopter plus tard. Plus de référendum, donc. Mme Royal, elle entend, consulter à nouveau les Français après avoir, dans un premier temps, jugé le texte *« caduque ».* Elle affirme désormais que le vote des Français ne *doit « pas pénaliser les Européens qui se sont prononcés »* en sa faveur. Mais de quel texte s'agira-t-il ? Selon Sarko, *« A plus long terme, la nécessité de doter l'Union d'un texte de référence – appelons-le ou non 'constitution', peu importe – demeure. »* Ségo, qui avait fait campagne pour le traité, se dit maintenant en faveur d'une *« Europe plus protectrice »* et *« d'une directive-cadre sur les services publics »* sans questionner, toutefois, le principe même de la concurrence libérale.

On se souvient que, pendant la campagne référendaire, Sarkozy et M. Hollande, premier secrétaire du PS, avaient posé ensemble dans Paris-Match pour défendre le « oui ». Malgré la mobilisation générale des grands partis, le « non » l'avait emporté le 29 mai 2005. 55% de « nonistes » pourraient se dire que les deux candidats à la magistrature suprême sont prêts à contourner leur choix. C'est particulièrement vrai pour Sarkozy. Si celui-ci est élu, il ne restera rien du message clair adressé par la majorité des Français.

Maurice Magis,
Chargé de la Communication à l'Association Joseph Jacquemotte